

2 Politique

Convention nationale de l'UPG

Le premier congrès prévu en juin prochain



Mathieu Mboumba Nziengui (au centre) a présidé les travaux.



Les militants présents à la rencontre.



Jean-Olivier Mboumba déclinant le rapport général.

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

L'Union du peuple gabonais (UPG), selon Mathieu Mboumba Nziengui, demeure un parti de gouvernement qui, au-delà de la magistrature suprême, doit marquer sa présence au Parlement et au gouvernement. Les dates des 3, 4 et 5 juin 2016 ont été retenues pour son premier congrès qui aura lieu à Ndendé.

MAIRIE du deuxième arrondissement de la commune de Port-Gentil, les 3, 4 et 5 mars 2016. Les délégués venus de l'ensemble du pays ont pris part à la convention nationale de l'Union du peuple gabonais (UPG). Autour de Ma-

thieu Mboumba Nziengui, leader de cette formation politique, son secrétaire général, Jean Olivier Koumba Mboumba, le coordonnateur fédéral de l'Ogoué-Maritime, Gaston Pouabou Mpira, hôte de cette manifestation, et plusieurs membres du secrétariat exécutif.

Le thème de ce conclave portait sur la «Redynamisation du parti pour une meilleure implantation nationale». Sur un ordre du jour s'articulant autour des points suivants : examen et adoption du projet de révision des statuts et du règlement intérieur, adoption de la date du congrès et divers.

Les deux premiers textes ont été adoptés, après le passage au scribe de tous les articles, par acclamation, par l'ensemble des délégués, tandis que les

dates des 3, 4 et 5 juin 2016 ont été retenues pour la tenue, à Ndendé, du premier congrès ordinaire de cette formation politique, 27 ans après sa création le 14 juillet 1989. Une façon d'honorer la mémoire de feu Pierre Mamboundou Mamboundou, leader charismatique de ce parti qui se réclame de l'opposition, malgré le fait que depuis septembre 2015, il siège au gouvernement par le biais de Mathieu Mboumba Nziengui, ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, chargé de la mise en œuvre du programme Graine.

L'ordre du jour de cette grande messe en perspective des Upégistes, tel qu'adopté à l'unanimité des «conventionnistes», s'articulera autour de plu-

sieurs points, à savoir : compte rendu de l'administration du parti (bilan moral et financier), la révision des statuts et règlement, les relations entre l'UPG et les partis, les associations à caractère politique du Gabon ou de l'extérieur, relations entre l'UPG et les ONG du Gabon et de l'extérieur, l'élection des nouveaux dirigeants, l'élection présidentielle 2016, les divers.

Les participants à la convention se sont également prononcés sur le budget de l'exercice 2016, équilibré en recettes et en dépenses, à 130 800 000 F CFA. A l'intérieur de celui-ci, une somme de 20 millions de francs est prévue pour payer la caution au cas où le parti présenterait un candidat à la présiden-

tielle d'août prochain. Au titre des recommandations, les Upégistes devraient investir le terrain au sortir de ce conclave, mettre en place des stratégies de collecte des cotisations des militants. De plus, l'UPG doit réaffirmer son ancrage au sein de l'opposition au cours du prochain congrès de Ndendé et prendre une motion pour la poursuite de l'œuvre de Pierre Mamboundou jusqu'à la victoire finale.

Mathieu Mboumba Nziengui a, au cours de ce rendez-vous, retracé l'histoire du parti, sa marche, ses fondateurs, avec un volet de bois vert à ceux qui, à ses yeux, ont tenté de freiner l'élan de l'UPG vers le progrès.

Le congrès de Ndendé, a-t-

il indiqué, offrira l'occasion au parti de se doter de nouveaux dirigeants qui, d'après lui, n'auront pas la tâche facile en ce qu'ils auront la mission, a-t-il expliqué, de se prononcer sur l'élection présidentielle à l'horizon et dénicher les porteurs d'ambitions qui permettront à l'UPG d'avoir des élus au parlement, d'avoir son groupe parlementaire. Afin que, in fine, le parti retrouve ses marques, son rayonnement sur l'échiquier politique national. «L'UPG qui a connu des soubresauts a déjà gagné les batailles juridiques. Reste à remporter les batailles sur le terrain qu'il faut dorénavant investir», a conclu Mathieu Mboumba Nziengui.

Grève dans le secteur de la Santé

Le travail reprend demain

LE gouvernement et les syndicats du secteur Santé sont parvenus, hier, à un accord pour la levée de la grève qui paralysait ce secteur depuis le 20 janvier dernier.

Le protocole d'accord bipartite signé hier après-midi entre le Premier ministre Daniel Ona Ondo et les partenaires sociaux prévoit : le paiement de la PIP à compter du mois d'avril pro-

chain ; l'organisation à partir de ce 28 avril des concours professionnels ; la réhabilitation de l'hôpital psychiatrique de Mélen ; ensemble des exigences contenues dans le cahier des

charges.

A la lumière de ce qui précède, les syndicats du secteur Santé : UPSA, SYNAPS, SAPAS, SYNAS, SYNAMONPS invitent l'ensemble des personnels de la Santé

et de la Prévoyance sociale à une reprise du travail à compter de demain 09 mars 2016 sur toute l'étendue du territoire national et en l'occurrence dans les hôpitaux.

Tribune des Partis politiques

Contradiction ?

DANS une déclaration rendue publique, le 3 mars dernier, au siège du parti sis à l'ancienne Sobraga, le président de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto invitait, dans la perspective de la Présidentielle, le peuple à se lever pour «barrer la route au nouveau passage en force d'Ali Bongo Ondimba». Estimant même, grognard, qu'il ne devait pas y avoir d'élection avec Ali Bongo Ondimba comme candidat. Pour des raisons évoquées par lui.

Deux jours plus tard, après cette déclaration, l'homme qui pensait réaliser un coup d'éclat et se refaire un peu d'estime dans le cœur de l'opinion, qui le décrirait de plus en plus pour ses méthodes de gestion politique d'un autre âge, a été douché dans son élan.

En effet, samedi dernier, à la faveur d'une conférence de presse animée par Michel Ongoundou, le mouvement des «Souverainistes» a officialisé la rumeur qui courait déjà : sa démission de l'Union nationale. Pour de meilleurs près. La présence de Jean Eyeghe Ndong (un des vice-présidents et poids lourd incontesté de ce label

politique) est significative. Pour d'aucuns, c'est la preuve d'un soutien tacite.

Pour d'autres, c'est à tout le moins, la confirmation du chant de cygne de l'Union nationale. Qui se saborde. Tant depuis la mort de son séillant secrétaire exécutif, André Mba Obame, l'UN est plus que jamais à l'image d'un somnambule. Qui ne sait où il va. L'unité en son sein se conjugue désormais au passé simple. Plus rien ne va dans ce tabernacle politique où les boursoufflures d'ego, sans cesse dénoncées, entretenues par ses nombreux cadors, sont en train de démâter un bateau devenu fou.

Zacharie Myboto, visiblement dépassé par des vellétés dont il est pourtant le véritable promoteur, ne sait plus à quel saint se vouer. Il essaie de mettre le holà ! Mais trop tard ! Puisque tout semble s'écrouler. A l'origine de cet état de fait : la dégradation des relations entre d'un côté Myboto, Oye Mba, Missambo, Kombila, Gondjout...et de l'autre, Jean Eyeghe Ndong, Ntoutoume Ngoua et bien d'autres qui ont choisi d'apporter leur soutien ouvertement au candidat Jean Ping désigné par

une frange du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA). Notamment les «Souverainistes» qui constituaient, avant leur démission, la force avant-gardiste de cet habitacle politique aujourd'hui dans le tourbillon de ses propres déboires.

A croire que le vieux baroudeur politique avait senti le coup venir. Puisque, en plus de cette déclaration, lui et les siens avaient déjà annoncé l'idée de l'organisation d'un congrès les 25, 26 et mars 2016, conformément aux dispositions de l'article 11 de leurs Statuts.

Une grand-messe au cours de laquelle, tout en examinant et en adoptant le programme de gouvernement de leur formation politique en lambeaux, les militants procéderont aussi aux élections de nouveaux dirigeants du parti, ainsi qu'à la «désignation du candidat de l'UN à la candidature unique du Front». Du moins le courant présidé par Pierre-André Kombila-Koumba, que nombre de ses contempteurs accusent d'être désormais assis sur deux chaises.

Un «candidat à la candidature unique du Front»? C'est la preuve, en partie, si besoin

en était encore, que l'Union nationale a fait bouger les lignes de ses propres contradictions. Puisque cette déclaration suffit pour résumer que l'UN prendra part, d'une manière ou d'une autre, au scrutin présidentiel à venir. D'abord si son candidat à la candidature passe haut la main. Sinon, pour y avoir participé au «jeu», en soutenant le candidat qui gagnera les «primaires».

Or par rapport à cette perspective électorale, d'aucuns se souviennent que Myboto et compagnies exigeaient comme «préalable à toute candidature unique, et à toute élection présidentielle : la tenue d'un dialogue national inclusif et sans tabou, pour mettre fin à plat toutes les institutions et administrations en charge des élections et asseoir les préalables sous-tendant une élection transparente, juste et crédible».

C'est la preuve encore, qu'en politique, comme le rappelait un ancien Premier ministre, «Les vérités du matin ne sont pas celles du soir». Tout étant une question d'intérêts et de circonstances.